

1<sup>ère</sup>  
ASSEMBLÉE  
CITOYENNE

## RAPPORT FINAL DES TRAVAUX

### de l'Assemblée citoyenne sur les usages du numérique en Haute-Garonne

3 FÉV. 2024  
30 NOV. 2024







©Adrien Nowak / CD31

# SOMMAIRE

<b>PRÉSENTATION DE LA 1<sup>re</sup> ASSEMBLÉE CITOYENNE DU DÉPARTEMENT DE HAUTE-GARONNE .....</b>	<b>3</b>
Contexte.....	3
L'Assemblée citoyenne de Haute-Garonne .....	4
<b>LA SAISINE « NUMÉRIQUE ».....</b>	<b>6</b>
La lettre et les questions de la saisine du CD31 .....	6
Déroulement des travaux de l'Assemblée .....	7
Audition d'expert-es .....	7
Adoption du rapport.....	7
<b>CALENDRIER DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE CITOYENNE.....</b>	<b>8</b>
<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>9</b>
La saisine du Conseil départemental .....	9
Méthode déployée .....	9
Réflexions et visions stratégiques sur les sujets de la saisine .....	9
Un travail à poursuivre .....	9
<b>AXE 1</b>	
<b>Mise en œuvre d'une charte éthique du numérique par le CD 31 .....</b>	<b>11</b>
<b>Proposition 1</b> – Rédaction et adoption d'une charte éthique visant à encadrer les usages numériques des agent-es du CD31 et des citoyen·nes-usager·ères des services numériques du CD31.....	12
<b>Proposition 2</b> – Mise en place d'une gouvernance à double comités .....	14
<b>AXE 2</b>	
<b>Amélioration du cycle de vie des équipements .....</b>	<b>17</b>
<b>Proposition 1</b> – Faciliter l'accès à du matériel numérique reconditionné et valoriser le réemploi .....	18
<b>Proposition 2</b> – Valoriser la fin de vie des équipements .....	20
<b>AXE 3</b>	
<b>Sensibilisation et participation numérique .....</b>	<b>23</b>
<b>Proposition 1</b> – Journée de sensibilisation au « bon usage » du numérique...24	
<b>Proposition 2</b> – Création d'un kit pédagogique ou comment être un·e citoyen·ne acteur·ice du numérique responsable .....	26
<b>Proposition 3</b> – Création d'une plateforme numérique participative .....	27
<b>COMPLÉMENTS .....</b>	<b>28</b>
Idées et propositions complémentaires.....	28
Discussion ouverte et points de débats.....	28



# PRÉSENTATION DE LA 1<sup>re</sup> ASSEMBLÉE CITOYENNE DU DÉPARTEMENT DE HAUTE-GARONNE

## Contexte

Pour faire face aux différentes crises (économiques, géopolitiques, sociales et écologiques) qui bouleversent nos quotidiens et afin de contribuer à la construction d'un monde plus juste, plus solidaire et plus participatif, le Conseil départemental de Haute-Garonne (CD31) a souhaité compléter les dispositifs existants pour recueillir la parole des citoyen·nes. En effet, le Conseil départemental s'est engagé depuis 2015 dans des politiques ambitieuses en matière de dialogue citoyen permettant aux habitant·es de participer pleinement à l'élaboration de ses politiques publiques. Les objectifs poursuivis sont de restaurer la confiance des habitant·es envers leurs institutions, de développer un « écosystème participatif » et de répondre

ainsi à une forme de crise de la représentation qui existe en France depuis plusieurs années. Convaincu·es que la démultiplication des formes d'expression citoyenne assurera aux habitant·es une meilleure audibilité, les élu·es du Conseil départemental ont souhaité créer une Assemblée citoyenne en Haute-Garonne à l'occasion de leur nouveau mandat 2021-2027.

L'Assemblée citoyenne départementale, mise en place en octobre 2022, permet de mieux associer les habitant·es à la conception des politiques et des services publics du territoire haut-garonnais.



## L'Assemblée citoyenne de Haute-Garonne

L'Assemblée citoyenne est une instance consultative de réflexion et d'échanges. Elle constitue une force de propositions pour le Conseil départemental afin de mettre en place des dispositifs de développement concertés sur le territoire de la Haute-Garonne.

Elle exerce sa fonction en rendant des avis et propositions, construits collectivement et argumentés, au Conseil départemental de la Haute-Garonne.

Ses travaux viennent renforcer et nourrir l'action départementale et les décisions des élu·es, dans un objectif d'amélioration des politiques publiques.

L'Assemblée citoyenne peut travailler et réfléchir sur toute question d'intérêt départemental dans les domaines comme la transition écologique, l'aménagement du territoire, les valeurs républicaines, l'éducation, la culture ou encore le sport.



## Composition et fonctionnement

L'Assemblée citoyenne est composée de 162 membres titulaires et de membres remplaçants, désignés à l'issue d'un tirage au sort effectué le 7 juillet 2022, sur la base de candidatures volontaires.

Cet engagement suppose une certaine disponibilité de la part des membres. Par ailleurs, ils s'engagent à ce que les débats se déroulent dans le respect et le calme, et à ne pas tenir de propos injurieux ou menaçants à l'égard d'autres personnes.

Cette instance paritaire qui représente les 27 cantons de la Haute-Garonne de manière égalitaire, reflète la pluralité des territoires du département et la diversité de la population départementale.

L'Assemblée citoyenne dispose d'un mandat de 2 ans.

Elle peut être saisie sur tous les sujets liés au développement et à la vie du département par le Président du Conseil départemental 31. Elle peut également se saisir des sujets qu'elle estime importants après en avoir discuté avec le Conseil départemental, dans une démarche de co-construction. Dans les deux cas (saisine et auto-saisine), le sujet devra être d'intérêt départemental, au sens où il doit offrir une perspective d'amélioration des politiques publiques qui doit pouvoir bénéficier à l'ensemble du territoire. Par opposition, il ne pourra pas concerner qu'un canton ou un nombre limite de cantons. Par ailleurs, il devra être en lien, direct ou indirect, avec les compétences du Département.

Par « lien direct », est entendue la capacité du Conseil départemental de Haute-Garonne à mettre en œuvre une politique publique, sur sa propre initiative. Par « lien indirect », la capacité du Conseil départemental de Haute-Garonne à mobiliser d'autres collectivités comme les intercommunalités, les régions ou les services de l'État, avec lesquels il est en lien.

Au sein de l'Assemblée, des groupes de travail thématiques sont constitués et leurs travaux sont présentés et débattus par l'ensemble des membres. Ces groupes de travail se réunissent entre chaque plénière (en soirée, en présentiel ou en visioconférence).

Ses avis et propositions peuvent être formellement adoptés quand l'Assemblée citoyenne est réunie intégralement en session plénière. Elle peut se réunir jusqu'à 4 fois par an en plénière (sur des samedis).



## Rôle de l'Assemblée citoyenne

Une grande diversité de sujets peut être abordée et approfondie selon les saisines du Président du Conseil départemental et/ou selon les intérêts et appétences de chacun·e.

Plusieurs approches seront possibles :

- › Une approche à « court-terme » pour traiter de sujets en relation directe avec les compétences du Conseil départemental. Cela permet à l'Assemblée citoyenne de soumettre des propositions aux élu·es qui pourront y apporter une réponse et éventuellement s'en saisir pour améliorer la mise en œuvre des politiques publiques.
- › Une approche à « moyen-long terme » dont l'objectif est de porter un regard plus lointain sur des thématiques stratégiques en lien avec le territoire.

Les avis et propositions de l'Assemblée citoyenne sont remis au Président du Conseil départemental qui en assurera la diffusion auprès des élu·es du Conseil départemental de Haute-Garonne. Le Président du Conseil départemental tiendra informé·es les membres de l'Assemblée citoyenne des suites réservées à leurs avis et propositions.

Les travaux de l'Assemblée citoyenne poursuivent plusieurs objectifs :

- › Identifier, sur chaque problématique étudiée par l'Assemblée, les actions déjà mises en place pour y apporter des propositions d'améliorations, ou bien proposer la mise en œuvre de solutions nouvelles,
- › Co-construire les grandes orientations de l'action départementale pour les années à venir,
- › Permettre aux élu·es de prendre leurs décisions éclairées de l'avis de citoyen·nes.



# LA SAISINE « NUMÉRIQUE »

## La lettre et les questions de la saisine du CD31

Installée le 22 octobre 2022, l'Assemblée citoyenne a tout d'abord été saisie sur le sujet de la transition écologique. Elle a rendu son avis pour cette première saisine le 3 février 2024.

Lors de cette plénière, le Conseil départemental de Haute-Garonne (CD31) a décidé de saisir l'Assemblée citoyenne sur les questions des usages du numérique et l'Assemblée citoyenne a décidé de s'auto-saisir sur le sujet de la précarité alimentaire. Elle a entamé de nouveaux travaux sur ces deux saisines en parallèle.

Une question majeure est posée aux membres de l'Assemblée citoyenne :

*Quelles sont les attentes et mesures concrètes à préconiser pour un numérique éthique, inclusif et solidaire, dans un lien de proximité avec les habitants ?*

Les attentes vis-à-vis de l'Assemblée citoyenne résident dans la formulation d'un avis répondant à cette question et portant sur les thèmes suivants :

- › La mise en place de nouveaux modèles de développement des usages numériques responsables intégrant les défis environnementaux, économiques et sociaux.
- › La place du numérique dans les services publics pour qu'ils soient plus accessibles, justes et efficaces.
- › La sécurisation de la donnée, la souveraineté numérique, l'intelligence artificielle.
- › Les nouvelles pratiques démocratiques numériques renforçant la confiance des citoyens dans l'action publique et la mobilisation de l'ensemble des habitants dans les démarches participatives au plus près des enjeux de leur quotidien.

## Déroulement des travaux de l'Assemblée

Les travaux de la saisine se sont déroulés en trois phases, alternant entre les plénières et interplénières.

- › Une phase d'acculturation, entre mars et mai : plusieurs auditions ont permis de découvrir et s'approprier le sujet du numérique ;
- › Une phase de délibération, de la plénière du 25 mai à la plénière du 5 octobre : plusieurs réunions et rencontres de travail, entre les deux plénières, ont permis de faire émerger des pistes d'action, de les prioriser et de les organiser, avant de les approfondir ;
- › Une phase de rédaction, en octobre et jusqu'à la plénière de clôture le 30 novembre : une fois les axes et propositions organisés, des groupes de rédaction sont constitués et lancent la rédaction du rapport final.

## Audition d'expert·es

Afin de permettre que les travaux soient les plus pertinents possibles, une appropriation préalable a été nécessaire sur les compétences et les politiques du Conseil départemental de la Haute-Garonne, les principaux enjeux du numérique sur son territoire et les actions déjà engagées sur les usages du numérique.

## Adoption du rapport

Lors de la plénière du 30 novembre, le rapport Numérique est adopté à soixante voix « pour », une voix « contre » et dix abstentions.

# CALENDRIER DES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE CITOYENNE



©Adrien Nowak / CD31

## La plénière du 3 février

Présentation de la nouvelle saisine

### La phase d'acculturation

- 28 mars 2024 – Visio de lancement des travaux de saisine et d'auto-saisine
- 24 avril 2024 – Audition de C. Mabi et J.-F. Marchandise
- 15 mai 2024 – Audition de l'Institut du Numérique Responsable

## La plénière du 25 mai

- Audition de G. Malpart, MAVANE
- Audition des services numériques du Département

### La phase de délibération

- 20 juin 2024 – Visioconférence du groupe saisine
- 26 juin 2024 – Rencontre au CD des groupes saisines
- 5 septembre 2024 – Rencontre au CD des groupes saisines
- 12 septembre 2024 – Visioconférence du groupe auto-saisine

## La plénière du 5 octobre

- Débat mouvant sur les sujets sensibles
- Approfondissement et structuration des propositions

### La phase de rédaction

- Octobre 2024 – Visioconférences et réunions des groupes de rédaction
- 6 novembre 2024 – Rencontre au CD des groupes saisines
- 14 novembre 2024 – Visioconférence du groupe saisine Numérique
- 25 novembre 2024 – Visioconférence des groupes saisines

## La plénière du 30 novembre

- Adoption et remise du rapport

### Mise en forme & illustration du rapport

Décembre 2024



©Adrien Nowak / CD31

# PRÉAMBULE

En préambule, les membres du groupe Numérique souhaitent s'exprimer sur le contexte dans lequel leur avis a été rédigé, en soulevant différents points listés ci-après :

## La saisine du Conseil départemental

Cette saisine a été perçue par plusieurs membres, comme étant trop large dans la diversité et dans le nombre de sujets qu'elle proposait d'approfondir : enjeux écologiques et sociaux, intelligence artificielle, place du numérique dans les démarches menées par le CD, etc.

Dans le temps limité de cette saisine, les membres estiment qu'il a été difficile de réaliser une phase suffisante d'information et d'acculturation au sujet et qu'il aurait été préférable de restreindre davantage la saisine pour concentrer le travail de l'Assemblée Citoyenne. Celle-ci a pris un temps considérable pour découvrir une diversité de sujets ainsi que pour choisir les axes de travail sur lesquels elle souhaitait se concentrer.

## Méthode déployée

Contrairement à ce qui avait été proposé pour la première saisine relative à la transition écologique, les membres considèrent que le temps a été trop restreint pour explorer l'ensemble des dimensions de la saisine, et approfondir le choix des axes à retenir pour leur avis.

Certains ont exprimé des difficultés à comprendre les compétences du CD31 en matière de numérique, et sur les actions déjà menées.

Ces incompréhensions n'ont pas pu être levées au cours des temps de plénières et des séances de travail ; en résultent des incertitudes qui peuvent se refléter sur les propositions de ce rapport.

Par ailleurs, des membres regrettent le travail trop rapide qui leur a été demandé pour choisir des axes de travail, alors que les temps d'information et d'acculturation leur ont semblé insuffisants pour se faire.

## Réflexions et visions stratégiques sur les sujets de la saisine

Enfin, une partie des membres expriment une certaine déception de ne pas avoir pu davantage débattre et creuser les thématiques de fond posées par la saisine. En particulier, plusieurs ressentent qu'il n'a pas été possible de réellement discuter la place du numérique dans la société et en rapport à la bifurcation écologique.

Portant une vision critique du numérique et considérant nécessaire de réduire sa place et son impact, ces membres estiment regrettable le manque d'espace pour construire des opinions et visions argumentées divergentes. Une vision critique du numérique s'est exprimée chez plusieurs membres, qui souhaitent transmettre un message d'attention sur les dangers du numérique.

Ces visions sont en partie retranscrites à la fin de ce rapport dans un complément.

## Un travail à poursuivre

Pour toutes ces raisons, les membres souhaitent interpeller les élu·es et services qui liront le présent rapport à le considérer comme un point d'étape et à poursuivre ces travaux davantage. L'Assemblée citoyenne estime que les enjeux de sobriété, dénumérisation et de lien humain et social sont à creuser et à étudier davantage.



RÉDUCTION DE L'IMPACT  
ENVIRONNEMENTAL  
DES DONNÉES

MISE EN PLACE  
D'UNE GOUVERNANCE  
À DOUBLE COMITÉS

PROTECTION DES DONNÉES  
PERSONNELLES COLLECTÉES

NUMÉRIQUE  
AU SERVICE  
DE L'HUMAIN

COMITÉ  
DE  
VALIDATION

CHARTRE ETHIQUE  
DU NUMÉRIQUE

COMITÉ  
DE  
SUIVI

VÉRIFIER  
LA BONNE  
APPLICATION  
DE LA CHARTRE

CD31

## AXE I Mise en œuvre d'une charte éthique du numérique par le CD 31

### INTRODUCTION

Dans le cadre de la 2<sup>e</sup> saisine de l'AC31 sur le sujet du numérique, le troisième axe de travail priorisé est la mise en œuvre d'une charte éthique du numérique. Les différents usages et usager·ères du numérique doivent être accompagnés, encadrés, la mise en place d'une charte du numérique permet cela. L'Assemblée citoyenne propose donc au CD31 de s'engager dans cette voie.



PROPOSITION 1

Rédaction et adoption d'une charte éthique visant à encadrer les usages numériques des agent-es du CD31 et des citoyen-nes-usager-ères des services numériques du CD31

L'Assemblée citoyenne propose de rédiger et d'adopter une charte propre s'inspirant des chartes existantes (par exemple celle d'Ekitia) mais complétée pour couvrir l'ensemble des thématiques du numérique et adaptée aux enjeux du territoire, aux prestations du CD31, aux usager-ères de ses services.

Les règles et obligations déclinées dans la charte doivent s'appliquer à l'ensemble de l'univers du "numérique" et à toutes les contributeur-ices et utilisateur-ices des services numériques du CD31, usager-ères comme agent-es.

Le contenu de la charte doit être élaboré et régulièrement réévalué par des comités, dont la composition et les missions sont détaillées dans la proposition 2 qui suit.

L'Assemblée citoyenne a identifié **trois exigences majeures** auxquelles l'ensemble des outils et services numériques du Cd31 devra répondre. Ces exigences devront être garanties par la charte :

- La place de l'humain est essentielle et le numérique à son service et non l'inverse,
- La question de la sobriété numérique doit toujours se poser,
- Le choix des outils du CD31 doit toujours prendre en compte l'impact sur la souveraineté (protection des données et fiabilité des outils).

L'Assemblée Citoyenne estime que ces trois exigences :

- Sont en lien avec les enjeux forts du numérique et les valeurs du CD31 : protection du lien social, durabilité, souveraineté.
- Sont cohérentes avec les deux autres axes identifiés par l'Assemblée Citoyenne dans le cadre de la saisine du numérique : Amélioration du cycle de vie des équipements & Sensibilisation et participation numérique.

Il sera donc nécessaire que les engagements de la charte s'appliquent aux propositions des axes identifiés par l'Assemblée citoyenne dans le cadre de la saisine.

L'assemblée citoyenne a identifié **trois champs concrets d'application** de la charte qui pourront être complétés si besoin :

- Les données numériques
- Le matériel
- Les applications / outils / services

Elle propose une approche "matricielle" pour structurer la charte en appliquant les trois grandes exigences à ces trois champs d'application.

Aussi, lors du travail interplénier, des propositions concrètes diverses avaient été faites pour alimenter le thème "charte numérique", nous proposons de les lister de manière non exhaustive et d'identifier le/les champ(s) d'application et exigence(s) auxquels chacune se rapporte dans le tableau ci-dessous. Ce tableau ne se veut pas un contenu exhaustif de la charte, il contient plutôt des exemples concrets identifiés comme importants par l'AC. Les propositions pourront et devront être complétées et développées par les propositions des autres axes du rapport et par les membres du comité de rédaction.

Un travail complémentaire devra être fait pour définir des indicateurs permettant de mesurer et suivre la performance du CD31 vis-à-vis des exigences de la charte.



CHAMPS CONCRETS D'APPLICATION		
LES DONNÉES NUMÉRIQUES	LES MATÉRIELS	LES APPLICATIONS/ OUTILS/SERVICES
Exigence majeure : L'humain au centre, lien social protégé		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Garantir la totale protection des données personnelles collectées par le CD31 (données aussi bien conservées, archivées qu'obsolètes)</li> <li>Garantir une utilisation des données personnelles collectées et conservées par le CD31 à des fins conformes à l'éthique et d'intérêt public.</li> <li>Pouvoir utiliser l'intelligence artificielle (IA) au sein du CD31 pour remplacer des tâches redondantes et à faible valeur des agent-es (optimisation des tâches administratives d'une part et augmentation de la disponibilité pour accompagner les personnes...)</li> <li>Pouvoir utiliser l'IA pour améliorer le traitement des données liées aux missions sociales du CD31 (par ex. pour améliorer la gestion des droits et des attributions des allocations...)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Garantir une alternative non-numérique (du type numéro vert pour demander de l'aide &amp; et formulaire papier)</li> <li>Garantir la généralisation des accompagnements et / ou des formations à l'utilisation des services/outils numériques du CD31 (par des vraies personnes telles que les MDP existantes, pas par des tchats...) à tout-e usager-ère qui en exprime le besoin.</li> <li>Garantir un haut niveau d'accessibilité des sites internet, des services et des formulaires du CD31 (pratiques, "user friendly", lisibles, avec des adaptations pour les personnes malvoyantes...)</li> <li>Garantir la protection des utilisateur-ices des sites du CD31 contre les usages dangereux, malveillants et toxiques (aux moyens de modérateur-ices ou autres)</li> <li>Garantir l'accompagnement et la sensibilisation des collégien-nes aux utilisations vertueuses et dangereuses du numérique (voir propositions de l'axe 3)</li> <li>Garantir la possibilité d'accéder à une plateforme numérique au service de la démocratie participative</li> </ul>
Exigence majeure : La sobriété numérique		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Garantir l'optimisation et la réduction de l'impact environnemental des données générées et conservées par le CD31 : limiter la quantité de données produites et stockées, stocker local etc...</li> <li>Évaluer les émissions de CO2 annuelles liées aux données CD31</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'engager à favoriser l'utilisation d'appareils de deuxième main au sein du CD31</li> <li>S'engager à recycler le matériel informatique du CD31 ou diriger vers une 2°, 3° main...</li> <li>S'engager à réaliser une étude d'impact sur la plus-value du numérique quand il existe d'autres alternatives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prioriser l'utilisation d'applications éco-responsables</li> <li>Inclure dans la spécification des nouveaux services/applis numériques des critères d'éco-responsabilité</li> </ul>
Exigence majeure : L'indépendance		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Garantir l'hébergement des données dans des datacenters propriétés du CD31</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser l'open source</li> <li>Favoriser le développement et l'utilisation d'applications souveraines (non dépendantes d'acteurs externes pour leur maintenance et dépannage)</li> </ul>



## PROPOSITION 2

# Mise en place d'une gouvernance à double comités

Pour valider puis assurer le suivi de cette charte, nous proposons la constitution de deux comités :

- un Comité de Validation afin de valider et vérifier son contenu
- un Comité de Suivi de la charte éthique du numérique du CD31 afin de vérifier sa bonne mise en application et de la faire évoluer.

## ACTION 1

### Le Comité de Validation

Il est important que le contenu de la Charte du Numérique du CD31 dans sa première version puis dans ses versions successives (car cela doit être un document « ouvert », vivant) soit évalué et validé par un comité « indépendant » vis-à-vis notamment des trois exigences majeures de la proposition 1. Il est donc proposé de mettre en place un Comité de Validation qui aura la charge de relire la Charte en lien avec ces 3 exigences.

Ce comité devrait au minimum être composé d'expert-es techniques non issu-es du CD31 ou de ses partenaires, et de citoyen-nés du département. Ils-elles seront relecteur-ices et valideur-ses de toutes les versions de la charte.

La mise en place de ce comité dépendra des besoins de modifications de la charte.

Le renouvellement de ce comité pourra avoir une fréquence de 2 ans.



## ACTION 2

### Le Comité de Suivi

Une fois cette charte rédigée, il est important de régulièrement en vérifier la bonne application mais également questionner son contenu vis-à-vis de possibles difficultés, manques ou de points positifs à accentuer.

Il est donc proposé la création d'un Comité de Suivi.

Ce comité devrait être composé de :

- un tiers d'agent-es du CD31 (dont un-e responsable de l'informatique, et un-e ambassadeur-ice des maisons de proximité) directement impacté-es par la charte du numérique (afin de faire remonter les points forts ou faibles de son application),
- un tiers d'expert-es du sujet,
- et un tiers de citoyen-nés.

Son travail se basera entre autres sur la revue des indicateurs mentionnés dans la proposition 1.

Ce comité pourra émettre des souhaits de modification en fonction des retours d'expériences et de l'évolution du contexte environnant (avancées technologiques, initiatives des partenaires, autres collectivités...). Ces souhaits pourront être analysés par les rédacteur-ices de la charte ainsi que par le comité de validation pour décider de manière argumentée de leur prise en compte.

La fréquence de réunion de ce comité devrait être entre 6 mois et 1 an, surtout lors des premières années de mise en place de la charte.

Le renouvellement de ce comité pourra avoir une fréquence de 2 ans.



## CONCLUSION

Le contenu de la charte du numérique du CD31 devra bien sûr être en ligne avec les autres propositions de l'Assemblée Citoyenne dans le cadre de cette saisine du numérique. La charte devra être cohérente avec l'ensemble des propositions de l'Assemblée Citoyenne.

L'Assemblée Citoyenne n'a pas les compétences pour formuler précisément le contenu de cette charte du numérique, ni en valider les limites légales ou réglementaires. Les deux propositions ci-dessus sont considérées comme des fils conducteurs que le CD31 devra continuellement suivre dans ce travail de rédaction et de mise en œuvre d'une charte du numérique.







## AXE 2 Amélioration du cycle de vie des équipements

### OBJECTIF

Répondre au défi d'un numérique plus responsable qui intègre la dimension environnementale et sociale.

### INTRODUCTION

L'enjeu porté dans cet axe est que le Département soit exemplaire sur toute la chaîne de valeurs autour du matériel numérique de son approvisionnement jusqu'au recyclage, tant en interne que dans son accompagnement des acteur·ices locaux·ales.

80% de l'impact écologique du numérique est lié au matériel, agir sur ce volet est donc primordial pour obtenir un résultat significatif sur l'environnement.



## PROPOSITION 1

# Faciliter l'accès à du matériel numérique reconditionné et valoriser le réemploi

En France (Baromètre du numérique 2023) seuls 28% des personnes disent acheter le plus possible des terminaux numériques reconditionnés (ordinateurs, tablettes, smartphones...). Les plus volontaires sont les jeunes et les personnes aux revenus modestes. Développer un accès à ce type d'équipements permettrait de répondre aux enjeux de réduction d'impact sur l'environnement et de solidarité et d'inclusion numérique.

## Enjeux au sein du département

Il faut optimiser l'usage du parc existant et développer l'usage du reconditionné.

Afin de réduire les équipements informatiques au strict nécessaire au regard des usages, il faut réserver le matériel le plus puissant aux agent-es qui en ont réellement besoin dans l'exercice de leurs missions et en fin d'usage le repositionner auprès d'agent-es qui ont des usages plus restreints.

L'équipement en matériel neuf doit faire l'objet d'une justification et il faut privilégier le matériel reconditionné, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi AGECE (loi anti-gaspillage pour une économie circulaire). Celle-ci vise à encourager la réparation d'un produit cassé (au lieu de son remplacement par l'achat d'un produit neuf).

Il faut inciter à la pratique de logiciels peu gourmands en ressources qui permettent d'avoir un usage serein sur du matériel reconditionné.

Une piste serait également d'explorer la location de matériel et logiciels, de préférence reconditionné, en alternative à l'acquisition pour apporter plus de fluidité aux échanges et renouvellements.

## Modalités de mise en œuvre par le Département

Pour opérer ce changement de paradigme et faciliter l'adhésion des parties prenantes, des formations au numérique responsable (impact du matériel, achat durable, accompagnement au changement...), des gestionnaires du parc, des agent-es de la commande publique, restent un prérequis.



## Enjeux territoriaux

- Faciliter l'implantation des acteur-ices du recyclage et coordonner à la filière locale
- Développer l'usage du matériel reconditionné en local suppose de contribuer à l'organisation de la filière écologique et économique au plus proche des habitant-es et des entreprises.

**Pour la collecte :** identifier des lieux d'apports de matériel (collèges, mairies...), les documenter et diffuser l'information afin qu'il soit aisé d'y déposer le matériel dont on n'a plus l'usage et lui permettre d'intégrer un circuit de valorisation. Il faudra clarifier ce qui peut être apporté et expliciter les conditions dans lesquelles le matériel sera valorisé ou recyclé de manière vertueuse. Il faudra également garantir l'effacement des données personnelles et confidentielles afin de faciliter les dons.

## Parties prenantes

- Conseil départemental :** gestionnaire du parc, direction de la commande publique, les agent-es, la formation (RH)
- Secteur associatif et entreprises qui agissent sur la chaîne du reconditionnement :** par exemple La Rebooterie à Toulouse, Envoi à Colomiers...
- Lieux d'accompagnement au numérique** (Maisons France Services, Maisons de proximité...), organisation de formations, prêt de matériel à bas coût
- Tous les publics :** sensibilisation au numérique responsable avec un focus particulier sur les collégien-nes





## PROPOSITION 2

# Valoriser la fin de vie des équipements

## Éléments de contexte

La part de l'équipement est fondamentale dans l'impact écologique du numérique. Agir pour allonger la durée de vie du matériel, valoriser le matériel reconditionné et garantir un recyclage vertueux sont des leviers essentiels.

La croissance rapide des technologies conduit à une augmentation du volume des déchets électroniques. En 2023, la production d'équipements électroniques a généré 58 millions de tonnes de déchets électroniques dans le monde, selon l'ADEME et l'Arcep.

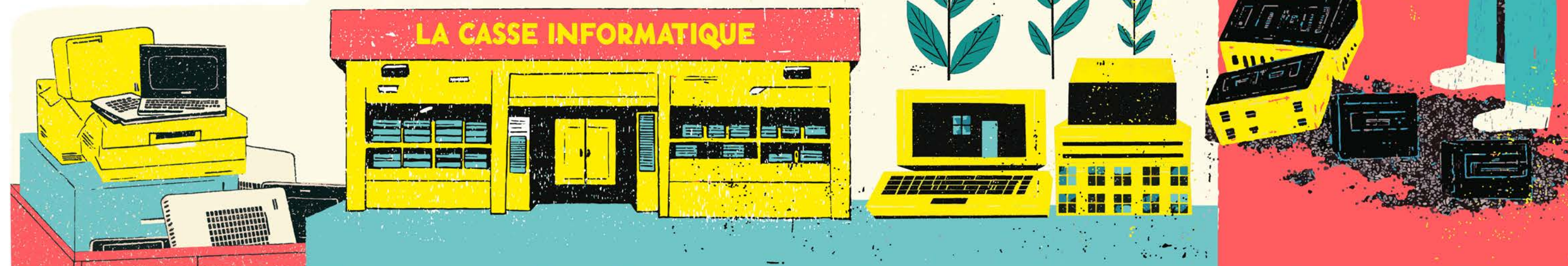
L'enjeu est environnemental et social : la plupart des terminaux numériques terminent dans les pays du Sud et entraînent de la pollution de l'air, de l'eau du sol, sources de nombreuses maladies. Seuls 22 % de la masse des DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques) ont été correctement collectés et recyclés en 2022. Ces déchets peuvent aussi constituer des ressources, extraction et réutilisation des métaux précieux qui peuvent générer de nouveaux emplois (mines urbaines). Ainsi les DEEE peuvent jouer le rôle de ressource secondaire pour de nombreux matériaux stratégiques voire critiques. Dans le contexte actuel d'épuisement des ressources naturelles, l'exploitation de ces mines est essentielle au développement d'une économie circulaire respectueuse de l'environnement et des citoyen·nes.

## Modalités de mise en œuvre par le Département

- ② Créer et développer des « recycleries numériques » destinées à la revente de pièces détachées numériques d'occasion et/ou du matériel reconditionné (sur le modèle des « casses » automobiles).
- ② Organiser une sensibilisation de toutes les parties prenantes sur l'importance d'une gestion vertueuse de la fin de vie de ses équipements.
- ② Contribuer au « Digital clean up day » : journée mondiale de sensibilisation à l'empreinte environnementale du numérique par l'action, dont l'objectif est de générer une prise de conscience sur la pollution numérique qu'engendre notre utilisation de celle-ci en invitant particulier·ères, écoles, collèges, collectivités, entreprises et associations à agir concrètement notamment en déposant son matériel en fin de vie auprès d'acteur·ices engagés dans des filières vertueuses de recyclage. Inviter le CD31 à être un acteur et relais du « digital Clean Up Day ».
- ② Identifier les acteur·ices de la filière et valoriser leurs interventions.
- ② Créer un label recyclage local qui mette en avant les acteur·ices locaux·ales de la filière.
- ② Imposer aux acteurs de la commande publique l'intégration dans les appels d'offres d'une clause sur les conditions de recyclage du matériel (label Ecologic par exemple) et sur la traçabilité du recyclage.

## Parties prenantes

- > Le CD31 facilitateur, contributeur et coordonnateur de la filière de recyclage
- > Les entreprises privées qui promeuvent un recyclage vertueux
- > Les acteur·ices public·ques qui ambitionnent d'agir de manière exemplaire sur le sujet



## CONCLUSION

Au-delà des enjeux écologique et économique majeurs de l'amélioration du cycle de vie des équipements, l'enjeu de résilience du territoire de la Haute-Garonne en cas de pénurie de ressources est central. C'est une question particulièrement contemporaine, comme ont pu le démontrer les difficultés d'approvisionnement en 2020 pendant la crise COVID et en raison des situations géopolitiques à travers le monde.

Nous appelons le Département à travailler à un meilleur usage et réemploi des appareils électriques et électroniques, ainsi qu'à leur recyclage et reconditionnement.





## AXE 3 Sensibilisation et participation numérique

### INTRODUCTION

#### Numérique responsable : une priorité éducative

Face aux enjeux du numérique responsable, il est essentiel de sensibiliser les jeunes à ses impacts. Les adultes et les institutions ont un rôle primordial à jouer en les sensibilisant à la problématique. Pourtant se pose la question des moyens, celle des ressources et parfois de la volonté de s'attaquer au problème.

Il faut rappeler l'importance de la sensibilisation et de l'éducation aux enjeux du numérique, et ce que cela peut produire comme effets positifs pour la société. De plus, cette politique de sensibilisation doit se faire avec les acteur·ices éducatif·ves et associatif·ves déjà existant·es, portant une expertise sur le sujet, comme les ambassadeur·ices du numérique.

Disposer d'un acteur institutionnel établi pour s'attaquer au sujet, comme le Conseil Départemental, qui a en charge les collèges, peut être une partie de la solution pour éveiller au problème, éduquer au numérique responsable (NR) et apporter des solutions.

#### Sensibiliser, un levier essentiel pour :

- ⦿ Encourager une prise de conscience, à la fois individuelle et collective,
- ⦿ Sensibiliser aux bons usages du net
- ⦿ Prévenir des dangers : addiction, santé mentale, isolement, harcèlement...
- ⦿ Permettre aux adolescent·es de devenir des citoyen·nes responsables et motivé·es



## PROPOSITION 1

# Journée de sensibilisation au « bon usage » du numérique

### Cible

Communauté éducative : élèves, enseignant-es, parents et grands-parents, équipe éducative

### Description générale

Il s'agit de faire prendre conscience, dès le plus jeune âge, des risques auxquels expose une utilisation non régulée des écrans pour la santé mentale, le libre-arbitre, la relation aux autres.

Sur le modèle du Safe Internet Day (Programme pHARe, rdv annuel international de sensibilisation aux usages du numérique), une journée de sensibilisation, (reconductible 2 fois pendant l'année scolaire), aura pour objectif d'encourager des comportements positifs et responsables vis-à-vis de l'utilisation des « écrans » :

#### L'objectif est triple :

- ⊙ Sortir de sa zone de confort
- ⊙ Réussir à se passer des téléphones et ordinateurs une journée scolaire complète
- ⊙ Prendre conscience des problèmes liés à l'utilisation excessive et inadaptée des écrans et du numérique : harcèlement, isolement, addiction, dépression, protection des données personnelles, IA, etc.

Des actions seront mises en place tout au long de cette/ces journée(s) sur différents sujets liés à l'utilisation nocive des matériels :

- ⊙ Black-out numérique : proscrire l'utilisation d'écrans tout au long de la journée, élèves et communauté éducative comprise (hormis usages impérieux prédéfinis). Déposer téléphones et tablettes en entrant dans l'établissement.

Il s'agira d'amener chaque partie prenante à adhérer à ces pratiques et non les subir. Montrer que l'on peut vivre son quotidien sans écran :

- ⊙ Intervention de spécialistes extérieur-es : associations, professionnel-les du numérique, enseignant-es, parents, professionnel-les de santé...
- ⊙ Formulation d'une charte commune, avec un sujet par classe par exemple,
- ⊙ Communication de la charte des jeunes aux familles pour information et échange avec les enfants,
- ⊙ Formation d'un groupe de jeunes ambassadeur-ices volontaires au sein de l'établissement pour coordonner avec l'équipe éducative, informer les autres élèves sur les actions mises en place et à venir, recevoir les idées de chacun-e,
- ⊙ Mise en place d'un autotest d'évaluation sur l'utilisation personnelle des appareils électroniques (téléphone, ordinateur, télévision) et débat sur les résultats,
- ⊙ Information sur l'accès à des vidéos pédagogiques consultables sur les espaces de travail numériques ENT,
- ⊙ Organisation d'une réunion parents/équipe éducative : prévention, information

Pour cela il faudra :

- ⊙ Prévoir un temps de formation des élèves sur le numérique responsable
- ⊙ Donner toutes les informations nécessaires pour une assistance éventuelle : numéro téléphonique, lien web, accès aux informations, etc.
- ⊙ Ajouter un temps d'échange et d'action pour la sensibilisation entre les cours sur les pauses (au même titre que d'autres activités comme le théâtre, le chant, etc.)
- ⊙ Avoir formalisé ces actions dans un « plan sans numérique » adapté aux intérêts et problématiques des jeunes dans leur relation avec le numérique
- ⊙ Dégager un budget pour financer ces actions
- ⊙ Impliquer toute la communauté éducative

Il faudrait aborder 3 temps forts du numérique :

- > Les écrans et moi
- > Moi et les autres en ligne
- > Mes écrans et la planète





## PROPOSITION 2

# Création d'un kit pédagogique ou comment être un·e citoyen·ne acteur·ice du numérique responsable

### Cible

Élèves, communauté éducative dans son ensemble familles comprises, pour « tout savoir » sur le numérique citoyen à transmettre aux enfants.



Parce que le numérique responsable peut s'apprendre, un kit pédagogique regroupera l'ensemble des règles essentielles de la bonne utilisation des écrans, dans une démarche toujours positive pour faire entendre le message auprès des jeunes. Ce kit pédagogique devra :

- ⦿ Informer : droits, devoirs, protection, respect, utilisation, impacts environnementaux...
- ⦿ Être interactif
- ⦿ Donner les ressources indispensables, faciles d'accès et de compréhension
- ⦿ Fournir des quiz ludiques et avant tout utiles aux jeunes
- ⦿ Mettre à disposition un point de contact (adresse mail, forum, le compte réseaux social du kit, délégué de classe, messagerie via l'ENT) si les élèves ont des questions sur le kit

La création de ce kit sera accompagnée par la mise en place d'un accompagnement opérationnel :

- ⦿ Création d'un site internet « Kit pédagogique » avec : ressources, auto-évaluation, vidéos,
- ⦿ Création d'un kit version papier en libre accès dans les CDI des établissements,
- ⦿ Animation d'espaces de débat régulier dans les établissements
- ⦿ Création d'un compte, sur les plateformes à définir (TikTok, Instagram, etc.) adapté aux habitudes des élèves pour aller à leur rencontre
- ⦿ Création de partenariat avec des influenceurs (de préférence locaux) invités dans les collèges : trouver une personne fiable introduite auprès des élèves pour diffuser les messages
- ⦿ Utiliser le relais des délégués de classe pour que l'information soit bien transmise
- ⦿ Création de partenariat avec des magazines, sites web

Ce kit doit aussi faire le lien avec les enjeux de numérique responsable, par exemple évoquer l'impact environnemental du numérique. Cela doit faire partie des acquis de la formation.

D'autre part, dans le cas où le Département rencontrerait des difficultés pour développer une communication audible par un public large, en particulier chez les plus jeunes, sur les réseaux sociaux, il est suggéré de s'appuyer sur des personnalités influenceuses, voire d'associer directement des jeunes pour concevoir et animer certains comptes sur les réseaux sociaux et pour organiser des événements en présentiel.



## PROPOSITION 3

# Création d'une plateforme numérique participative

### Cible

Communauté éducative et ensemble des citoyen·nes de la Haute-Garonne

### Objectif principal

Coconstruire les politiques du numérique responsable en mobilisant la participation citoyenne en ligne à l'échelle du territoire.

### Description générale

Création d'une plateforme participative qui prolongerait la journée de sensibilisation et permettrait de garder le lien entre les élèves et la communauté éducative, sur un plus long terme.

Cette plateforme de médiation permettra à la fois de relancer la vie démocratique au niveau du département et de faire vivre le débat au niveau des établissements. Elle offrira la possibilité de contribuer, voter, donner son avis sur les actions prévues par le Conseil départemental ou les projets en cours.

Une telle plateforme permettra ainsi de structurer les contributions et le dialogue.

Elle pourra être mise en place assez rapidement grâce aux différentes plateformes actuellement existantes, tant du côté du département que dans les établissements grâce à l'ENT.

La mise en œuvre se fera à plusieurs niveaux :

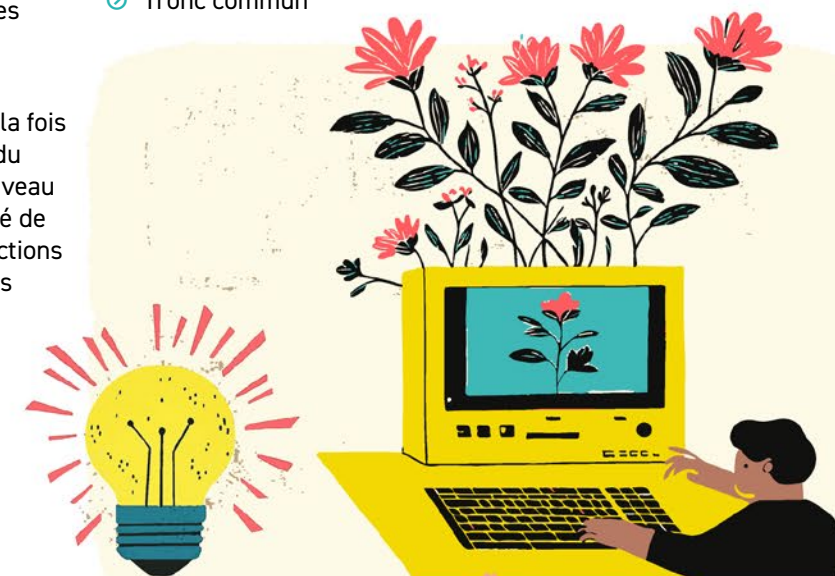
- **Elèves** : espace de débat, d'apprentissage de la citoyenneté et de vote, en impliquant les premiers concernés
  - « Agir pour mon collège »,
  - « Des idées pour mon collège » ...
- **CD31** :
  - Espace d'informations sur les politiques mises en place par le CD31 sur le sujet du NR,
  - Espace d'échange et de vote pour la mise en place d'actions par la CD.

La plateforme aura objectif quadruple :

- ⦿ Informer
- ⦿ Mobiliser et faire participer
- ⦿ Collecter les avis
- ⦿ Diffuser

Elle offrira plusieurs possibilités et accès à l'information :

- ⦿ Espace d'échange avec un forum de discussion
- ⦿ Proposition de webinaires sur des thèmes choisis, faits par des professionnel·les, en lien avec le numérique responsable
- ⦿ Espace de formation grâce à la mise en place de tutoriels
- ⦿ Tronc commun



### Avec qui ? Par qui ?

Cette plateforme sera créée et gérée par le CD31 en relation avec les établissements scolaires, les associations...

La plateforme comportera différents espaces adaptés à chaque cible : jeunes, adultes, seniors...





# COMPLÉMENTS

## Idées et propositions complémentaires

Les axes de travail suivants sont issus des travaux des membres de l'Assemblée Citoyenne, sans avoir pu être approfondis et priorisés. Ils sont transmis ci-dessous pour nourrir les réflexions du Conseil Départemental sur le sujet du numérique. Le deuxième a cependant été partiellement traité dans la proposition 3 de l'axe 3.

### Axes de travail non sélectionnés

- ② Tendre vers une relocalisation des outils numériques, des données à travers une exemplarité du Conseil Départemental
- ② Déploiement d'une plateforme numérique au niveau départemental d'information et d'interpellation



## Discussion ouverte et points de débats

Au cours des travaux de l'Assemblée Citoyenne, les membres ont fait émerger plusieurs points de débat, exprimant des visions différentes du sujet des usages et de la place du numérique dans la société, ainsi que sur ses impacts et les enjeux de sobriété numérique. Ci-dessous sont résumées certaines de ces discussions, notamment lors des débats mouvants organisés à la plénière du 5 octobre 2024 dont sont issus les nombreux verbatims.

### La place du numérique : une réelle fracture sur les enjeux de développement numérique, sobriété et dénumérisation

La saisine numérique a soulevé de nombreux questionnements chez les membres, qui ont exprimé des visions différentes, parfois divergentes, sur les enjeux posés par le numérique. En particulier, certaines personnes de l'Assemblée citoyenne ont questionné les risques de la dématérialisation : empreinte écologique, accessibilité, illettrisme, souveraineté, santé, etc. Certaines recommandent plutôt d'assurer une alternative constante au numérique et de réduire sa place et son impact au sein de la société, voire à faire « marche arrière » sur la dématérialisation.

Pour les personnes soutenant cette vision, il s'agit d'un impératif d'inclusion, notamment pour les « personnes âgées, qui ont des difficultés » et pour qui les procédures administratives deviennent un « parcours du combattant ». Elles regrettent une perte de relationnel et des difficultés « pour les procédures d'accès aux droits ».

Un autre argument en faveur d'une dénumérisation est l'impact écologique du numérique, considéré comme trop élevé en comparaison des avantages apportés. Selon ces membres, l'usage de l'IA en particulier ne devrait pas être encouragé : « les entreprises qui développent l'IA ont engendré de grosses émissions de gaz à effet de serre ». Ces membres s'opposent également à la tendance actuelle de numérisation qui tend à obliger le recours au numérique, créant « encore plus de rejet et de résistance ».

Cependant, une large majorité des membres du groupe Numérique défend qu'il est possible de promouvoir un numérique inclusif et sobre. Pour ces membres, le numérique est avant tout une source de simplification et, s'il est accompagné de formations et dispositifs spécifiques, peut être inclusif en s'assurant que tout le monde ait accès aux services, partout sur le territoire.

Les membres soutiennent l'importance d'un numérique à taille humaine, « comme outil et non comme un dogme qui s'impose à tout le monde ». Il faut « réfléchir la résilience du numérique, développer une alternative » pour garantir son usage à long terme tout en évitant une dépendance trop forte.

### Quelle politique publique des usages sobres du numérique : obligation, incitation ou liberté d'action ?

Dans la formulation de ses recommandations au Conseil départemental, les membres ont considéré des évolutions qui pourraient concerner le Département lui-même. De façon générale, et en particulier au sujet des personnels et établissements dépendant du Département, les membres ont débattu des enjeux d'obligation ou d'incitation au changement de pratiques.

Pour beaucoup, il est nécessaire de passer par l'obligation pour conduire à des changements structurels et plus durables. Ils soulignent que les décisions doivent être « centrales », à l'échelle du département pour s'assurer de la conduite de changement et instaurer l'utilisation de logiciels libres et/ou d'appareils reconditionnés. Une politique ferme et ambitieuse démontrera la volonté et l'exemplarité du Conseil départemental. Les membres considèrent que « l'incitation ne suffit pas » : bien que plus sévère, l'obligation s'avère surtout plus efficace. Cette obligation doit évidemment être accompagnée de formation pour les personnels.

Cependant, une partie des membres reste vigilante vis-à-vis de l'application d'une telle obligation. Ces membres soulèvent le risque d'ajouter « une contrainte pour des personnes déjà sous la contrainte », rappelant que les agent-es du Département ne peuvent pas choisir selon leurs besoins ergonomiques. Ils posent également le sujet de la cybersécurité, et du besoin d'assurer le même niveau de sécurité en utilisant des logiciels libres.





